

Premiers accords à la Région bruxelloise

Un nouveau rôle pour la Cocom, un grand organisme touristique et un ministère bruxellois de l'Intérieur

Les négociations se poursuivent en Région bruxelloise, où Laurette Onkelinx, formatrice, mène les discussions entre PS, FDF et CDH côté francophone, et Open VLD, SPA, CD&V côté néerlandophone. Le processus d'élaboration du programme du prochain gouvernement bruxellois avance plutôt bien selon les échos très succincts qui en sortent. En témoignent les trois premiers accords politiques que "La Libre" a pu lire dans un récent "rapport de la formatrice aux négociateurs". Trois consensus s'en dégagent. Ils concernent la sixième réforme de l'Etat et ses implications dans la capitale.

1 Avenir institutionnel de la Commission Communautaire Commune (Cocom). C'est dans ce chapitre qu'il faut trouver les accords les plus symboliques en termes communautaires. Pour planter le décor, la série de compétences fédérales transférées aux Communautés par la réforme de l'Etat (maisons de repos, aide aux personnes, allocations familiales, aide aux personnes handicapées, etc.) atterrira à la Cocom pour ce qui concerne la Région bruxelloise. Cet organe géré à la fois par francophones et néerlandophones doit empêcher que deux politiques communautaires différentes s'entrechoquent sur le sol bruxellois. Il s'agit surtout ici du subventionnement des maisons de repos et de soins et de l'aide aux personnes en général puisque le transfert des allocations familiales a été reporté en 2017.

La Cocom qu'on croyait moribonde il y a encore quelques années se voit en fait renforcée par la réforme de l'Etat. Les négociateurs se sont accordés sur 13 principes la concernant. Il s'agit surtout de maintenir les agréments et les financements acquis actuellement pilotés par le fédéral. En clair, d'assurer la continuité des politiques. Mais parmi ces principes on trouve aussi une liberté de choix des institutions dépendant de la Cocom, le bras bruxellois de la Communauté française. Elles pourront à terme dépendre directement de l'organe bicommunautaire qu'est la Cocom. Cette "liberté" a été acceptée tant par les francophones que par les néerlandophones, qui "gagnent" au passage l'engagement par les institutions francophones passant en régime bicommunautaire d'offrir un bilinguisme dit "externe", soit dans le contact avec la population. Notons que cet accord est directement inspiré des accords de la Sainte-Emilie (septembre 2013) où PS, CDH, MR et Ecolo avaient balisé les aspects francophones des transferts annoncés par la réforme de l'Etat. Certains y voient la mort de la Cocom.

2 Le document balise par ailleurs l'organisation future du tourisme à Bruxelles. Une compétence aujourd'hui communautaire qui sera transférée à la Région de Bruxelles-Capitale. Au menu, la création d'un nouvel organisme unique au sein duquel fusionneraient les cinq structures qui sont en charge de la promotion du tourisme à Bruxelles. On parle ici de Visit Brussels (dont le bureau

Bruxellimage), le Brussels Info Place (le Bip, centre d'information et siège du gouvernement bruxellois de la place Royale), du Bureau de liaison Bruxelles-Europe, Bruxelles Major Events et la communication externe de l'administration bruxelloise. L'accord prévoit cette fusion dans une optique de rationalisation des structures. La question de savoir si ce nouvel organe doit ou non accueillir Brussels Invest&Export, un service lié à la politique économique de la Région actuellement inclus dans l'administration, n'est pas encore tranchée.

3 Le PS l'avait annoncé, la volonté est de créer une sorte de ministère de l'Intérieur au niveau bruxellois. Concrètement, c'est le prochain ministre-Président qui aura la tutelle sur une nouvelle structure "concentrant les compétences en matière de sécurité en Région de Bruxelles-Capitale". Elle assumera un rôle de "coordination des politiques de sécurité, d'observation et d'enregistrement de la criminalité". Les négociateurs n'ont pas encore tranché quant à la forme juridique que cette structure épousera. Ils hésitent entre un Organisme d'intérêt public (OIP) et la création d'un nouveau service au sein de l'administration régionale. Cette structure sera en tout cas dirigée "par un fonctionnaire dirigeant sous le régime du mandat et sous la tutelle directe du ministre-Président", précise la note. Parmi les points "en suspens" on trouve la réorganisation du Siamu et l'éventuel transfert de son service "prévention" dans ce nouvel outil régional.

Le FDF entre majorité et opposition à la Communauté

Officiellement, il n'est pas encore question de distribuer les portefeuilles ministériels du prochain gouvernement bruxellois. Pour autant, un certain nombre d'entre eux sont d'ores et déjà de facto attribués. C'est le cas du côté néerlandophone où le ministre et les deux secrétariats d'Etat doivent revenir à Guy Vanhengel pour l'Open VLD, à Pascal Smet pour le SP.A et à Brigitte Grouwels pour le CD&V. Côté francophone, c'est encore l'inconnue. Notamment au Parti socialiste.

Alors que les négociations fédérales semblent patiner sous l'égide de l'in-

formateur Bart De Wever, la perspective d'y voir le PS à nouveau jouer les premiers rôles prend un peu de poids. (Avec pour conséquence de raviver les

chances de Laurette Onkelinx de rempiler comme ministre fédérale. Est-ce pour cela que l'option de la voir prendre la ministre-Présidence de la Région bruxelloise à la place de son camarade Rudi Vervoort semble aujourd'hui s'étioler? Il est sans doute trop tôt pour le dire.

Le FDF malmené au Parlement

Mais une autre question se pose au

PS. Combien de postes lui reviendra-t-il dans l'exécutif bruxellois? En coulisse, certains misent sur la clé d'Hondt qui lui offrirait la ministre-Présidence et deux secrétariats d'Etat. FDF et CDH récupérant chacun un ministère pour, respectivement, Didier Gosuin et Céline Fremault. Pour le PS, Rachid Madrane, secrétaire d'Etat sortant, devrait rempiler alors que les noms de Fadila Laanan, Ahmed Laaouej ou encore Emir Kir sont toujours évoqués.

Reste que le PS s'est déjà réservé la présidence du Parlement bruxellois pour l'ex-ministre-Président et bourg-

mestre de Saint-Gilles, Charles Picqué. Cela fait quatre postes et un PS omnipotent. Sans doute de quoi faire espérer au FDF l'obtention d'un secrétariat d'Etat, puisque le CDH a déjà obtenu la présidence de la Commission communautaire française. Et il y a des candidats dans le deuxième parti de la coalition naissante. On cite Cécile Jodogne, échevine à Schaerbeek et ex-bourgmestre FF de Bernard Clerfayt, ou encore Emmanuel De Bock. Mais également Michel Colson ou Joëlle Maison.

Cette interrogation est d'autant plus sensible que le FDF se sent d'ores et déjà mal aimé au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles où ses trois députés ont été considérés comme faisant partie de l'opposition lors de la première séance de mercredi. Or le FDF aimerait y jouer un rôle même s'il est absent en Wallonie. Alors, majorité ou opposition en Communauté française? "Cette question n'est pas encore tranchée", confesse Olivier Maingain, président du FDF.

M. Co.

mène
FDF e
et Open VLD,
dophone. Le p
programme du
bruxellois av
échos très suc
témoignent le
politiques que
un récent "rap
négociateurs".
coant. Il e

tenor
et le t
ration

ilinguisme dit
contact avec la po
cet accord est dir
accords de la
re 2013) où PS,
aient balisé les a
des transferts am
de l'Etat. Certair
la Cocof.

L mission
mune (Cocof
qu'il faut tro
symboliques
res. Pour plai
compétences
Communauté
(maisons de r
allocations far
nes handicapé
com pour ce

ons
it de
of
it à
oisir
idre
ient
ne
nau-
st la

ommun

au rô
e et u
oursuivent

Ré

concernant. Il s
les agréments
is actuellement
n clair, d'assu
olitiques. Mai
trouve aussi u
stitutions dép
s bruxellois de
ise. Elles pour
rectement de

ité et o

sein duquel fusio
ictures qui sont e
on du tourisme à
de Visit Brussels (C
ité et o

du subventio
repos et de so
nes en génér
allocations fa
2017.
Le FI

CH)